

ACTION URGENTE

LES MEURTRES VISANT UNE FAMILLE SE POURSUIVENT AVEC L'HOMICIDE D'UN GARÇON DE 17 ANS

Dans la nuit de jeudi 16 mai, Roni Barrios, 17 ans, a été tué à coups de machette ou de hache dans l'État d'Aragua, au Venezuela. Il est le dixième membre de la famille Barrios à être tué depuis 1998 dans des circonstances suggérant l'implication de la police. Les autorités ont échoué dans leur mission consistant à enquêter sur ces meurtres et à protéger cette famille contre de nouvelles violences.

Roni Barrios, 17 ans, a été découvert sans vie le matin du 16 mai par son jeune frère, près du domicile de sa tante, **Eloisa Barrios**. Il est possible que les lésions qu'il présentait à la tête et au cou aient été causées par une machette ou une hache. Roni Barrios vivait et travaillait à Caracas mais était retourné chez lui dans la ville Guanayén (État d'Aragua) pour rendre visite à sa famille. Il avait été vu vivant pour la dernière fois la veille au soir.

Les membres de la famille Barrios, de l'État d'Aragua (Venezuela), font l'objet de nombreuses menaces depuis 1998 ; certains ont été victimes de meurtre. Des policiers de cet État ont semble-t-il joué un rôle dans ces homicides, dont le rythme semble s'accroître dernièrement – le meurtre de Roni est ainsi le troisième en 12 mois. Personne n'a jamais été traduit en justice pour ces crimes, qui ont commencé il y a 15 ans.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités de rendre publics les progrès effectués dans les enquêtes portant sur les 10 homicides de membres de la famille Barrios survenus depuis 1998, ainsi que sur toutes les manœuvres d'intimidation et les menaces signalées par cette famille ;
- exhortez-les à diligenter une enquête exhaustive et impartiale sur le meurtre le plus récent, celui de Roni Barrios, et à déférer à la justice ses auteurs présumés ;
- engagez-les à prendre des mesures énergiques afin d'assurer la protection de tous les membres de la famille Barrios, dans le respect de leurs souhaits.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 1^{ER} JUILLET 2013 À :

Procureure générale
Dra. Luisa Ortega Díaz
Fiscal General de la República
Bolivariana de Venezuela
Edificio sede del Despacho de la Fiscal
General de la República
Esquinas de Misericordia a Pele El Ojo
Avenida México
Caracas, Venezuela
Courriers électroniques :
ministeriopublico@mp.gob.ve
Formule d'appel : Dra. Fiscal General,
/ Madame la Procureure générale,

Gouverneur de l'État d'Aragua
Tareck el Assaïmi
Gobernador de Aragua
Av. Las Delicias, Antigua sede
Edificio Corpoindustria, Piso 7
Maracay, Municipio Girardot
Aragua, Venezuela
Formule d'appel : Sr Gobernador, /
Monsieur le Gouverneur,

Copies à :
ONG de l'État d'Aragua
(Commission pour le respect des droits humains, de la justice et de la paix de l'État d'Aragua)
Comisión de Derechos Humanos de Justicia y Paz del Estado Aragua
Calle Negro Primero, Oeste
N 98, frente al Liceo 'Valentin Espinal',
Cruce con Av. Ayacucho
Maracay, Estado Aragua, Venezuela

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays. (adresse(s) à compléter) :
nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

LES MEURTRES VISANT UNE FAMILLE SE POURSUIVENT AVEC L'HOMICIDE D'UN GARÇON DE 17 ANS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Dix membres de la famille Barrios, originaire de l'État vénézuélien d'Aragua, auraient été tués par des policiers depuis 1998. Personne n'a jusqu'à présent été traduit en justice pour ces crimes. Plusieurs autres membres de cette famille ont été la cible de nombreuses manœuvres d'intimidation, de harcèlement, de menaces et d'agressions de la part de la police. Ceux qui sont toujours vivants continuent à risquer de faire l'objet de représailles en raison de leurs démarches visant à obtenir justice pour les crimes commis contre leurs proches.

En août 1998, **Benito Antonio Barrios**, 28 ans, se trouvait à son domicile de Guanayén, dans l'État d'Aragua, quand plusieurs policiers se sont introduits chez lui, l'ont frappé, puis emmené. Des témoins, dont des membres de sa famille, ont vu quatre policiers le rouer de coups et le prendre avec eux, menotté. Plus tard ce jour-là, il a été conduit dans un hôpital local alors qu'il était déjà mort, ayant succombé à des blessures par balle. Les policiers ont affirmé qu'ils s'étaient rendus chez lui à la suite d'un appel les informant que deux hommes avaient pris part à des échanges de feu. Les autorités vénézuéliennes n'ont toujours pas fourni d'explication satisfaisante sur ce qui est arrivé à Benito Antonio Barrios pendant qu'il se trouvait aux mains des forces de sécurité.

En novembre 2003, deux de ses frères, Luis Alberto et Narciso Barrios, se sont heurtés à des policiers. Quelques heures plus tard, la police a fait une descente au domicile d'autres membres de la famille – Brigida Oneida Barrios, Justina Barrios, Elbira Barrios et Luis Alberto Barrios – sans présenter de mandat.

Plusieurs jours après, Jorge Antonio Barrios, fils de Benito Antonio Barrios, a été arrêté par des policiers. Son oncle, Narciso Barrios, et son cousin, Néstor Caudí Barrios, ont suivi les fonctionnaires. Jorge Antonio a été libéré, mais ils ont tué **Narciso Barrios**, 24 ans, de plusieurs balles dans la tête.

En 2004, Néstor Caudí Barrios s'est vu menacer d'une arrestation pour vol par le fonctionnaire chargé de l'enquête sur le meurtre de son oncle, et **Luis Alberto Barrios** a été tué par balle. L'année suivante, deux individus armés ont fait feu sur **Rigoberto Barrios** (16 ans) ; plusieurs membres de la famille, craignant pour leur sécurité, ont alors commencé à fuir la zone.

D'autres membres de la famille Barrios ayant été tués incluent **Oscar José Barrios** (22 ans) en 2009, **Wilmer José Flores Barrios** (19 ans) en 2010, **Juan José Barrios** (28 ans) en 2011, **Víctor Tomás Barrios** (16 ans) en 2012 et **Jorge Antonio Barrios** (24 ans) le 15 décembre 2012. Néstor Caudí Barrios, visé par des coups de feu en 2011, a survécu mais en a gardé des séquelles permanentes.

Amnesty International n'a pas connaissance de progrès significatifs enregistrés dans les enquêtes portant sur ces meurtres et ignore si des enquêtes sont en cours à la suite des plaintes déposées par la famille Barrios en raison des menaces de mort et des manœuvres d'intimidation de la police de l'État.

Le système interaméricain des droits de l'homme a été saisi de l'affaire en 2004. Cette année-là, la Commission interaméricaine a ordonné la mise en place des premières mesures de protection, suivies d'autres décisions en ce sens prises par la Cour interaméricaine. La Cour a estimé en novembre 2011 que l'État vénézuélien avait porté atteinte au droit à la vie, à l'intégrité physique et à la liberté de plusieurs membres de la famille Barrios, et jugé qu'il devait mettre en place des mesures de protection dignes de ce nom pour cette famille, mener des enquêtes rigoureuses et impartiales, et traduire les responsables présumés en justice.

Nom : Roni Barrios, Benito Barrios, Narciso Barrios, Luis Alberto Barrios, Rigoberto Barrios, Oscar Barrios, Wilmer José Barrios, Juan José Barrios, Víctor Tomás Barrios, Jorge Antonio Barrios et Eloisa Barrios

Genre : les victimes de meurtre sont toutes des hommes ; Eloisa Barrios, la tante de Roni, est la seule femme de cette liste.